**BILAN D'ETAPE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI ANT DANS LA FPH
AU 5 NOVEMBRE 2014**

Le ministère chargé de la santé s'est pleinement engagé dans la mise en œuvre, pour la fonction publique hospitalière, de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique qui a traduit, en termes législatifs, les stipulations du protocole d'accord du 31 mars 2011 signé entre le Gouvernement et six organisations syndicales représentatives de la fonction publique (CGT, CFDT, FO, UNSA, CFTC, CFE-CGC), portant sécurisation des parcours professionnels des agents contractuels dans les trois versants de la fonction publique.

Ce protocole visait à répondre aux situations de précarité dans la fonction publique en favorisant l'accès des agents contractuels à l'emploi titulaire, à prévenir la reconstitution de telles situations à l'avenir, et à améliorer les conditions d'emploi des agents contractuels ainsi que leurs droits individuels et collectifs.

I – Evaluation des effectifs concernés

I.1 – Constitution d'un panel

Dans un premier temps et avant même la publication de la loi, la direction générale de l'offre de soins a, par circulaire N° DGOS/RH4/2011/407 du 26 octobre 2011, prévu dans le cadre des travaux préparatoires à la mise en œuvre de ce dispositif dans les établissements mentionnés à l'article de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, le lancement d'une enquête auprès d'un échantillon de 285 établissements publics de santé représentant environ 70 % de l'effectif total des agents contractuels de ces établissements. Cette enquête avait pour objet essentiel de fournir un effectif le plus précis possible par établissement et par corps, de la population potentiellement éligible sur l'ensemble de la durée du dispositif.

Sur les 285 établissements publics de santé interrogés, 220 ont répondu à l'enquête, soit un taux de réponse de 77% qui se décompose comme suit :

- 25 CHU sur 32 soit un taux de réponse de 78 %
- 146 CH sur 183 soit un taux de réponse de 80 %
- 24 CHS sur 29 soit un taux de réponse de 83 %
- 24 HL sur 38 soit un taux de réponse de 63 %
- 1 SIH sur 3 soit un taux de réponse de 33 %

Les 220 établissements ayant répondu à l'enquête ont dénombré un total de 58 099 agents contractuels présents au 31 mars 2011 représentant, en effectif physique, 40% des 144 921 agents non-titulaires de l'ensemble des établissements publics de santé.

Toutes filières et grades confondus, ils se répartissent comme suit (*Tableau a*) :

	Effectif national ¹ (a)	Effectif recensé (b)	% (b/a)	Agents titularisables (c)	% (c/b)	Agents CDI-sables (d)	% (d/b)
CDI	43.725	18.555	42%	12.866	69,3%	-	
CDD	101.196	39.544	39%	5.344	13,5%	1.933	4,9%
Total	144.921	58.099	40%	18.210	31,3%	1.933	3,3%

¹ Effectifs physiques des agents en CDI et/ou en CDD au 31/12/2010, France entière, issus de la SAE 2010 (données administratives)

Concernant les 5 344 agents en CDD qui, au 31 mars 2011, seraient éligibles à la titularisation, ils comprennent :

- 4 254 agents exerçant des fonctions correspondant à un niveau hiérarchique et une filière professionnelle définis
- 1 079 agents pour lesquels ces données ne sont pas renseignées
- 11 agents exerçant des fonctions d'aumônier. Il convient de soustraire du nombre des agents éligibles à la titularisation ces 11 aumôniers contractuels recensés, la circulaire N°DHOS/P1/2006/538 du 20 décembre 2006 relative aux aumôniers des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière prévoyant explicitement que ces personnels ne peuvent être recrutés qu'en qualité de contractuels.

Les 4 254 agents pour lesquels le corps a été identifié se répartissent comme suit (*Tableau b*) :

Niveaux hiérarchiques	Filières professionnelles					Total
	Administrative	Soignante et de rééducation	Socio-éducative	Médico-technique	Technique et ouvrière	
Catégorie A	14 (0,3 %)	453 (10,7 %)	2 (0,05 %)	-	78 (1,85 %)	547 (12,9%)
Catégorie B	227 (5,3 %)	104 (2,4 %)	64 (1,5 %)	239 (5,6 %)	81 (1,9 %)	715 (16,7%)
Catégorie C	651 (15,3 %)	1 811 (42,6 %)	3 (0,07 %)	1 (0,03 %)	526 (12,4 %)	2992 (70,4%)
Total	892 (20,9 %)	2 368 (55,7 %)	69 (1,62 %)	240 (5,63 %)	685 (16,15 %)	4 254

Il ressort par ailleurs de cette enquête que, au 31 mars 2011, 1 933 agents pouvaient immédiatement bénéficier de la transformation de leur CDD en CDI, soit 4,9 % des agents en CDD. 86 % d'entre eux sont âgés de moins de 55 ans.

Concernant les 12 733 agents en CDI (hors 133 aumôniers ne pouvant être titularisés sur de telles fonctions), ils se répartissent comme suit (*Tableau c*) :

Niveaux hiérarchiques	Filières professionnelles					Total
	Administrative	Soignante et de rééducation	Socio-éducative	Médico-technique	Technique et ouvrière	
Catégorie A	391 (3,1 %)	3 156 (24,8 %)	12 (0,1 %)	80 (0,6 %)	1 354 (10,6 %)	4 993 (39,2%)
Catégorie B	638 (5 %)	632 (5 %)	294 (2,3 %)	532 (4,2 %)	705 (5,5 %)	2 801 (22%)
Catégorie C	1 111 (8,7 %)	2 802 (22 %)	4 (0,05 %)	4 (0,05 %)	1 018 (8 %)	4 939 (38,8%)
Total	2 140 (16,8 %)	6 590 (51,8 %)	310 (2,4 %)	616 (4,8 %)	3 077 (24,2 %)	12 733

Les agents en CDI éligibles à la titularisation représentent 68,6% de l'ensemble des agents en CDI.

L'analyse par grande filière nous indique que, dans ces 220 établissements :

- 3 253 agents contractuels de la **filière administrative** sont éligibles à la titularisation, soit 36,1% de l'ensemble des contractuels de cette filière ;
- 9 561 agents contractuels de la **filière soignante et de rééducation** sont éligibles à la titularisation, soit 28 % de l'ensemble des contractuels de cette filière ;
- 397 agents contractuels de la **filière socio-éducative** sont éligibles à la titularisation, soit 21,9 % de l'ensemble des contractuels de cette filière ;
- 917 agents contractuels de la **filière médico-technique** sont éligibles à la titularisation, soit 31,8 % de l'ensemble des contractuels de cette filière ;
- 3 938 agents contractuels de la **filière technique et ouvrière** sont éligibles à la titularisation, soit 38,6 % de l'ensemble des contractuels de cette filière.

Une analyse plus fine portant sur l'ensemble des corps permet de mettre en évidence ceux qui sont apparemment les plus concernés.

Dans la **filière administrative** sont éligibles à la titularisation :

- ✓ 398 attachés d'administration hospitalière
- ✓ 566 secrétaires médicales
- ✓ 299 adjoints des cadres hospitaliers
- ✓ 1735 adjoints administratifs hospitaliers

Dans la **filière soignante et de rééducation** sont éligibles à la titularisation :

- ✓ 1403 psychologues
- ✓ 1920 infirmiers DE
- ✓ 4613 aides soignants et ASHQ

Dans la **filière socio-éducative** sont éligibles à la titularisation :

- ✓ 186 assistants socio-éducatifs

Dans la **filière médico-technique** sont éligibles à la titularisation :

- ✓ 121 manipulateurs d'électroradiologie
- ✓ 322 préparateurs en pharmacie hospitalière
- ✓ 328 techniciens de laboratoire

Dans la **filière technique et ouvrière** sont éligibles à la titularisation :

- ✓ 901 ingénieurs hospitaliers
- ✓ 531 informaticiens de niveau A
- ✓ 209 informaticiens de niveau B
- ✓ 527 techniciens supérieurs hospitaliers
- ✓ 1349 personnels ouvriers

Il ressort de l'enquête que 68 radio-physiciens (niveau A) rempliraient les conditions pour être titularisés, mais cette catégorie de personnels est recrutée en application de l'article 9 de la loi du 9 janvier 1986 parce qu'il n'existe pas de corps de fonctionnaires hospitaliers susceptible d'assurer ces fonctions.

Enfin, un focus réalisé sur les corps des attachés d'administration hospitalière (AAH) et des infirmiers DE montre que la répartition des agents éligibles à la titularisation n'est pas homogène sur l'ensemble des établissements de l'échantillon.

Ainsi les 398 AAH se trouvent majoritairement dans les CHRU, les autres établissements n'ayant en moyenne, sauf quelques rares exceptions, que 1 ou 2 agents contractuels éligibles.

En revanche, pour ce qui concerne les IDE, 5 établissements totalisent à eux seuls 1195 agents éligibles sur les 1920 recensés au total, ce nombre élevé s'expliquant en grande partie par les difficultés de recrutement rencontrées par ces établissements.

Les données chiffrées de l'enquête ne permettent pas de comprendre les causes de cette situation qui peuvent être diverses : faible attractivité de l'établissement ou de la zone géographique, établissement réputé difficile, région historiquement sous-dense, concurrence forte avec le privé, etc...

I.2 – Extrapolation à l'échelle nationale

A partir de ces résultats a été déterminé, à l'échelle nationale, par catégorie hiérarchique et par filière professionnelle, un effectif d'agents contractuels susceptibles d'être soit titularisés soit passés en CDI, en appliquant à l'effectif national des 144 921 agents contractuels (43 725 CDI et 101 196 CDD) les pourcentages calculés à partir de l'échantillon d'agents susceptibles d'être titularisés sur les quatre années de la mise en œuvre du protocole (69,3% et 13,5%) et la clé de répartition entre catégories professionnelles calculée à partir des résultats de l'enquête (cf. *Tableaux b et c* ci-dessus).

I.2.1 – Effectif des agents en CDI et en CDD susceptibles d'être titularisés

69,3 % des 43 725 CDI seraient titularisables, soit 30 301 agents qui se répartiraient ainsi :

Niveaux hiérarchiques	Filières professionnelles					
	Administrative	Soignante et de rééducation	Socio-éducative	Médico-technique	Technique et ouvrière	Total
Catégorie A	939	7 515	30	182	3 212	11 878
Catégorie B	1 515	1 515	697	1 273	1 667	6 667
Catégorie C	2 636	6 666	15	15	2 424	11 756
Total	5 090	15 696	742	1 470	7 303	30 301

13,5 % des 101 196 CDD seraient titularisables, soit 13 661 agents qui se répartiraient ainsi :

Niveaux hiérarchiques	Filières professionnelles					Total
	Administrative	Soignante et de rééducation	Socio-éducative	Médico-technique	Technique et ouvrière	
Catégorie A	41	1 462	7	-	252	1 762
Catégorie B	724	328	205	765	260	2 282
Catégorie C	2 090	5 819	10	4	1 694	9 617
Total	2 855	7 609	222	769	2 206	13 661

C'est donc un total de 43 962 titularisations qui pourraient intervenir au terme de la période de mise en œuvre du protocole du 31 mars 2011 et de la loi du 12 mars 2012, sous réserve que tous les agents remplissant les conditions d'éligibilité choisissent de s'inscrire aux recrutements réservés, satisfassent aux épreuves de ces concours et examens professionnels et soient titularisés à l'issue de la période de stage obligatoire.

La répartition de ces 43 962 agents par catégorie professionnelle et par niveau hiérarchique serait la suivante :

Niveaux hiérarchiques	Filières professionnelles					Total
	Administrative	Soignante et de rééducation	Socio-éducative	Médico-technique	Technique et ouvrière	
Catégorie A	980	8 977	37	182	3 464	13 640
Catégorie B	2 239	1 843	902	2 038	1 927	8 949
Catégorie C	4 726	12 485	25	19	4 118	21 373
Total	7 945	23 305	964	2 239	9 509	43 962

I.2.2 – Effectif des agents en CDD susceptibles de passer en CDI

Rapporté à l'effectif total de 101 196 contractuels en CDD du secteur sanitaire de la fonction publique hospitalière, le pourcentage de 8,5 % calculé à partir des résultats de l'enquête permet d'estimer que 8.600 agents pourraient voir leur CDD transformé en CDI entre 2012 et 2015.

Selon le rythme indiqué par les établissements de l'échantillon, ils se répartiraient comme suit : 2 726 en 2012, 1 583 en 2013, 1 806 en 2014 et 2 485 en 2015.

Récapitulatif du nombre d'agents contractuels susceptibles d'être titularisés ou passés en CDI sur la période 2012/2015

Nature de l'opération	Année 2012/2013	Année 2014	Année 2015	Total
Titularisation d'agents en CDI dont :	19 999	5 151	5 151	30 301
Catégorie A	7 840	2 019	2 019	11 878
Catégorie B	4 401	1 133	1 133	6 667
Catégorie C	7 758	1 999	1 999	11 756
Titularisation d'agents en CDD dont :	9 015	2 323	2 323	13 661
Catégorie A	1 162	300	300	1 762
Catégorie B	1 506	388	388	2 282
Catégorie C	6 347	1 635	1 635	9 617
Passage en CDI d'agents en CDD	4 309	1 806	2 485	8 600

I.2.3 – Analyse par corps

L'enquête a permis de mettre en évidence les corps les plus impactés :

Secrétaires médicales

Catégorie d'EPS	% CDI éligibles	% CDD éligibles	Nombre total d'agents CDI France	Nombre total d'agents en CDD France	Estimation du nombre total d'agents en CDI éligibles	Estimation du nombre total d'agents en CDD éligibles
CHU	69,2%	39,1%	172	397	119	155
CH	71,2%	22,1%	735	811	524	179
CHS	94,9%	10,0%	129	111	122	11
HL	46,2%	20,0%	47	28	22	6
SIH	0,0%	0,0%	56	3		
Autres			2	1		
Total	70,4%	29,0%	1 141	1 351	803	392

Psychologues

Catégorie d'EPS	% CDI éligibles	% CDD éligibles	Nombre total d'agents CDI France	Nombre total d'agents en CDD France	Estimation du nombre total d'agents en CDI éligibles	Estimation du nombre total d'agents en CDD éligibles
CHU	85,2%	16,4%	649	945	553	155
CH	72,4%	15,1%	2031	1179	1 471	178
CHS	59,9%	9,8%	882	713	528	70
HL	58,8%	18,8%	203	126	119	24
SIH	33,3%	66,7%	28	13	9	9
Autres			7	2		
Total	73,0%	14,8%	3 800	2 978	2 773	442

Infirmiers DE

Catégorie d'EPS	% CDI éligibles	% CDD éligibles	Nombre total d'agents CDI France	Nombre total d'agents en CDD France	Estimation du nombre total d'agents en CDI éligibles	Estimation du nombre total d'agents en CDD éligibles
CHU	98,4%	1,6%	1369	3020	1 347	49
CH	39,6%	5,7%	3189	7608	1 262	432
CHS	25,6%	1,2%	506	1332	129	16
HL	38,7%	10,9%	359	810	139	88
SIH	10,0%	30,0%	122	95	12	29
Autres			18	1		
Total	59,5%	4,4%	5 563	12 866	3 311	562

Masseurs-kinésithérapeutes

Catégorie d'EPS	% CDI éligibles	% CDD éligibles	Nombre total d'agents CDI France	Nombre total d'agents en CDD France	Estimation du nombre total d'agents en CDI éligibles	Estimation du nombre total d'agents en CDD éligibles
CHU	65,3%	10,6%	185	268	121	28
CH	63,5%	11,6%	769	529	488	62
CHS	50,0%	25,0%	28	11	14	3
HL	50,0%	0,0%	194	105	97	0
SIH	33,3%	0,0%	25	2	8	0
Autres			2	1		
Total	62,5%	11,0%	1203	916	752	100

Aides soignants, Auxiliaires de puériculture, Agents des services hospitaliers qualifiés et Aides médico-psychologiques

Catégorie d'EPS	% CDI éligibles	% CDD éligibles	Nombre total d'agents en CDI France	Nombre total d'agents en CDD France	Estimation du nombre total d'agents en CDI éligibles	Estimation du nombre total d'agents en CDD éligibles
CHU	95,9%	10,8%	1169	9167	1 121	989
CH	60,0%	10,5%	7159	26464	4 293	2 779
CHS	35,7%	5,0%	692	3084	247	155
HL	56,9%	11,5%	1486	7366	846	847
SIH	15,4%	23,2%	234	247	36	57
Autres			50	50		
Total	66,3%	10,4%	10 790	46 378	7 156	4 830

Ingénieurs (y compris personnels informatiques Cat A)

Catégorie d'EPS	% CDI éligibles	% CDD éligibles	Nombre total d'agents en CDI France	Nombre total d'agents en CDD France	Estimation du nombre total d'agents en CDI éligibles	Estimation du nombre total d'agents en CDD éligibles
CHU	100,0%	10,3%	1374	1159	1 374	119
CH	94,6%	8,5%	823	134	778	11
CHS	55,2%	0,0%	126	26	70	0
HL	75,0%	0,0%	24	10	18	0
SIH			9	9		
Autres						
Total	97,6%	10,0%	2 356	1 338	2 300	134

II – Mesures réglementaires adoptées pour la mise en œuvre de la loi

Le décret n° 2013-121 du 6 février 2013 pris pour l'application du chapitre III du titre 1er de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 a pour objet de mettre en place les recrutements réservés aux agents contractuels de la fonction publique hospitalière en vue de leur accès, sur une période de 4 ans, à l'emploi titulaire.

Il détermine les conditions dans lesquelles les agents remplissant les conditions fixées par la loi du 12 mars 2012 pour se présenter aux recrutements réservés prévus à l'article 24 de cette loi pourront accéder à un corps de fonctionnaires hospitaliers. Il fixe les règles générales de procédure applicables pour l'organisation de ces recrutements réservés et précise les conditions de nomination dans les corps de recrutement.

Son annexe établit en outre la liste des grades des corps qui pourront donner lieu à des recrutements réservés ainsi que, pour chacun de ces grades, le mode de recrutement retenu.

Par ailleurs, ont été pris pour l'application de l'article 8 du décret du 6 février les **14 arrêtés** suivants :

- Arrêté du 18 avril 2013 pris en application de l'article 8 du décret n° 2013-121 du 6 février 2013 et fixant la nature des épreuves et les règles d'organisation générale des examens professionnalisés réservés pour l'accès aux corps des personnels techniques et ouvriers de catégorie C de la fonction publique hospitalière et de l'Assistance publique – hôpitaux de Paris ;
- Arrêté du 18 avril 2013 pris en application de l'article 8 du décret n° 2013-121 du 6 février 2013 et fixant la nature des épreuves et les règles d'organisation générale des examens professionnalisés réservés pour l'accès au grade d'adjoint administratif hospitalier de 1ère classe ;
- Arrêté du 18 avril 2013 pris en application de l'article 8 du décret n° 2013-121 du 6 février 2013 et fixant la nature des épreuves et les règles d'organisation générale des concours réservés pour l'accès au corps des aides soignants de la fonction publique hospitalière ;

- Arrêté du 6 juin 2013 pris en application de l'article 8 du décret n° 2013-121 du 6 février 2013 et fixant la nature des épreuves et les règles d'organisation générale des concours réservés pour l'accès au corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés de la fonction publique hospitalière ;
- Arrêté du 6 juin 2013 pris en application de l'article 8 du décret n° 2013-121 du 6 février 2013 et fixant la nature des épreuves et les règles d'organisation générale des concours réservés pour l'accès au corps des sages-femmes de la fonction publique hospitalière ;
- Arrêté du 6 juin 2013 pris en application de l'article 8 du décret n° 2013-121 du 6 février 2013 et fixant la nature des épreuves et les règles d'organisation générale des concours réservés pour l'accès au corps des psychologues de la fonction publique hospitalière ;
- Arrêté du 6 juin 2013 pris en application de l'article 8 du décret n° 2013-121 du 6 février 2013 et fixant la nature des épreuves et les règles d'organisation générale des concours réservés pour l'accès au corps des cadres socio-éducatifs de la fonction publique hospitalière ;
- Arrêté du 6 juin 2013 pris en application de l'article 8 du décret n° 2013-121 du 6 février 2013 et fixant la nature des épreuves et les règles d'organisation générale des concours réservés pour l'accès aux corps des ingénieurs hospitaliers de la fonction publique hospitalière et de l'Assistance publique – hôpitaux de Paris ;
- Arrêté du 6 juin 2013 pris en application de l'article 8 du décret n° 2013-121 du 6 février 2013 et fixant la nature des épreuves et les règles d'organisation générale des concours réservés pour l'accès aux corps des personnels de rééducation et aux corps des personnels médico-techniques de la catégorie B de la fonction publique hospitalière ;
- Arrêté du 6 juin 2013 pris en application de l'article 8 du décret n° 2013-121 du 6 février 2013 et fixant la nature des épreuves et les règles d'organisation générale des concours réservés pour l'accès aux corps des animateurs, des assistants socio-éducatifs, des conseillers en économie sociale et familiale, des éducateurs de jeunes enfants, des éducateurs techniques spécialisés et des moniteurs-éducateurs de la fonction publique hospitalière ;
- Arrêté du 6 juin 2013 pris en application de l'article 8 du décret n° 2013-121 du 6 février 2013 et fixant la nature des épreuves et les règles d'organisation générale des examens professionnalisés réservés pour l'accès aux corps des personnels techniques de catégorie B de la fonction publique hospitalière et de l'Assistance publique – hôpitaux de Paris ;
- Arrêté du 18 juin 2013 pris en application de l'article 8 du décret n° 2013-121 du 6 février 2013 et fixant la nature des épreuves et les règles d'organisation générale des examens professionnalisés réservés pour l'accès aux corps des personnels administratifs de catégorie B de la fonction publique hospitalière ;
- Arrêté du 28 juin 2013 pris en application de l'article 8 du décret n° 2013-121 du 6 février 2013 et fixant la nature des épreuves et les règles d'organisation générale des concours réservés pour l'accès au corps des attachés d'administration hospitalière ;
- Arrêté du 12 mai 2014 fixant les modalités du cycle de formation des attachés d'administration hospitalière recrutés par concours réservé.

Enfin, l'**instruction N° DGOS/RH4/2013/392 du 28 novembre 2013** relative à la mise en œuvre de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, et à son suivi a rappelé aux établissements mentionnés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 que le ministère chargé de la santé était particulièrement attaché à la mise en œuvre de ce dispositif législatif pour laquelle l'ensemble des textes réglementaires nécessaires ont désormais été publiés et dont le déploiement doit s'opérer impérativement avant la date du 13 mars 2016 et qu'il leur appartient en conséquence d'organiser sans tarder les recrutements réservés, notamment les recrutements sans concours prévus pour l'accès à certains grades de la catégorie C.

Elle a également mis en place des modalités pratiques de suivi, notamment pour le recueil des informations via la plateforme de l'observatoire national des ressources humaines du système de santé oNRH (accessible à l'adresse <https://o6.sante.gouv.fr/oNRH>), les indicateurs suivants ayant été retenus :

Pour le dispositif d'accès à la titularisation :

- Nombre d'agents, par catégorie et par filière professionnelle, ayant rempli, au cours de l'année n, les conditions d'éligibilité pour être titularisés ou passés en CDI
- Nombre de recrutements réservés organisés par grade des différents corps (par concours, examens professionnalisés ou recrutement sans concours)
- Nombre de postes ouverts pour chacun de ces recrutements réservés
- Nombre d'agents inscrits par recrutement ouvert
- Nombre d'agents déclarés reçus par recrutement ouvert
- Nombre d'agents mis en stage par corps et/ou par grade
- Nombre d'agents titularisés par corps et/ou par grade

Pour l'encadrement des cas de recours aux agents contractuels :

- Nombre d'agents en CDD entrés dans l'effectif de l'établissement
- Nombre d'agents en CDD sortis de l'effectif de l'établissement
- Nombre d'agents en CDI entrés dans l'effectif de l'établissement
- Nombre d'agents en CDI sortis de l'effectif de l'établissement

III – Bilan au 5 novembre 2014

A ce jour, 532 établissements dont 17 CHU/CHR ont informé la plateforme oNRH pour les recrutements réservés ouverts au titre de l'année 2013, et 487 dont 17 CHU/CHR pour les recrutements réservés ouverts au titre de l'année 2014.

Il est à noter que :

- 1- La Corse qui ne s'était pas inscrite en 2013 l'a fait en 2014 pour 4 établissements ;
- 2- La Réunion et la Guyane ne sont toujours pas entrées dans le dispositif de suivi oNRH ;
- 3- Cinq régions (Bourgogne, Bretagne, Pays de Loire, Poitou-Charentes, Rhône-Alpes) ont augmenté le nombre d'établissements inscrits au dispositif de suivi ;
- 4- Pour 14 régions, le nombre d'établissements ayant informé la plateforme a diminué.

III.1 – Recrutements réservés ouverts au titre de l'année 2013

Personnels Administratifs

Grades statutaires	Sessions ouvertes	Postes ouverts	Agents inscrits	Agents ayant concouru	Agents déclarés reçus	Agents mis en stage	Agents titularisés
Attachés d'administration hospitalière (1er grade du corps des AAH)	6	11	14	13	10	10	
Adjoints des cadres hospitaliers de classe normale	7	11	17	17	12	12	1
Adjoints des cadres hospitaliers de classe supérieure			1	1	1	1	

Assistants médico-administratifs de classe normale	19	66	147	121	65	64	5
Assistants médico-administratifs de classe supérieure							
Adjointes administratifs hospitaliers de 1ère classe	4	5	5	5	5	4	1
Adjointes administratifs hospitaliers de 2ème classe	67	357	647	452	329	329	124
Total Administratifs	103	450	831	609	422	420	131

Personnels Soins et Rééducation

Grades statutaires	Sessions ouvertes	Postes ouverts	Agents inscrits	Agents ayant concouru	Agents déclarés reçus	Agents mis en stage	Agents titularisés
IADE du 3ème grade du corps des ISGS	2	3	1	1	1	1	1
IBODE du 2ème grade du corps des ISGS							
Infirmiers en soins généraux du 1er grade du corps des ISGS	52	113	214	143	108	108	108
Psychologues de classe normale	29	112	185	142	106	89	12
Puéricultrices du 2ème grade du corps des ISGS	1	1	1	1	1	1	1
Sages-femmes de classe normale	1	1	1	1	1	1	1
Diététiciens de classe normale	7	5	4	4	4	4	4
Ergothérapeutes de classe normale	4	4	3	3	2	2	2
Masseurs-kinésithérapeutes de classe normale	2	8	5	5	3	2	1
Orthophonistes de classe normale	3	4	1	1	1	1	
Orthoptistes de classe normale							
Pédicures-podologues de classe normale	1	1					
Psychomotriciens de classe normale	1	1	1	1	1	1	1
Agents des services hospitaliers qualifiés	98	658	850	750	582	582	233
Aides-soignants de classe normale	53	226	392	278	207	207	169
Total Soins et Rééducation	254	1137	1658	1330	1017	999	533

Personnels Socio-éducatifs

Grades statutaires	Sessions ouvertes	Postes ouverts	Agents inscrits	Agents ayant concouru	Agents déclarés reçus	Agents mis en stage	Agents titularisés
Cadres socio-éducatifs (1er grade du corps)			1	1	1	1	
Animateurs	3	3	3	3	3	3	3
Assistants socio-éducatifs	7	6	15	13	7	7	3
Conseillers en économie sociale et familiale (1er							

grade du corps)							
Educateurs de jeunes enfants de classe normale	1	1	1				
Educateurs techniques spécialisés de classe normale							
Moniteurs-éducateurs	2	2	4	4	3	2	2
Total Socio-éducatifs	13	12	24	21	14	13	8

Personnels Techniques et Ouvriers

Grades statutaires	Sessions ouvertes	Postes ouverts	Agents inscrits	Agents ayant concouru	Agents déclarés reçus	Agents mis en stage	Agents titularisés
Ingénieurs hospitaliers (FPH et AP-HP)	4	5	5	5	5	5	4
Ingénieurs hospitaliers en chef de classe normale (FPH et AP-HP)	1	1	1	1	1	1	
Techniciens hospitaliers (FPH et AP-HP)	4	6	14	14	8	6	
Techniciens supérieurs hospitaliers (FPH et AP-HP)	8	11	20	18	13	13	10
Agents d'entretien qualifiés (FPH et AP-HP)	59	223	229	216	182	182	88
Agents techniques spécialisés de 2ème classe de l'AP-HP							
Blanchisseurs de l'AP-HP							
Blanchisseurs maîtres ouvriers de l'AP-HP							
Blanchisseurs ouvriers professionnels qualifiés de l'AP-HP							
Conducteurs ambulanciers de 2ème catégorie (FPH et AP-HP)	7	9	10	10	10	9	8
Dessinateurs							
Maîtres ouvriers (FPH et AP-HP)	5	17	37	25	20	4	4
Ouvriers professionnels qualifiés (FPH et AP-HP)	24	92	137	115	80	80	32
Total Techniques et Ouvriers	112	364	453	404	319	300	146

Personnels Médico-techniques

Grades statutaires	Sessions ouvertes	Postes ouverts	Agents inscrits	Agents ayant concouru	Agents déclarés reçus	Agents mis en stage	Agents titularisés
Manipulateurs d'électroradiologie médicale de classe normale	4	9	17	16	10	10	5
Préparateurs en pharmacie hospitalière de classe normale	4	4	6	5	5	5	5

Techniciens de laboratoire de classe normale	5	6	8	8	6	6	6
Total Médico-techniques	13	19	31	29	21	21	16

Soit au total pour les recrutements réservés ouverts au titre de l'année 2013

Filières professionnelles	Sessions ouvertes	Postes ouverts	Agents inscrits	Agents ayant concouru	Agents déclarés reçus	Agents mis en stage	Agents titularisés
Total Administratifs	103	450	831	609	422	420	131
Total Soins et Rééducation	254	1137	1658	1330	1017	999	533
Total Socio-éducatifs	13	12	24	21	15	13	
Total Médico-techniques	13	19	31	29	21	21	16
Total Techniques et Ouvriers	112	364	453	404	319	300	146
Total	495	1982	2997	2393	1794	1753	826

III.2 – Recrutements réservés ouverts au titre de l'année 2014

Personnels Administratifs

Grades statutaires	Sessions ouvertes	Postes ouverts	Agents inscrits	Agents ayant concouru	Agents déclarés reçus	Agents mis en stage	Agents titularisés
Attachés d'administration hospitalière (1er grade du corps des AAH)	29	104	67	47	35	16	3
Adjoints des cadres hospitaliers de classe normale	12	25	12	10	5	5	1
Adjoints des cadres hospitaliers de classe supérieure	7	7	7	3	3	3	
Assistants médico-administratifs de classe normale	24	133	101	89	72	71	1
Assistants médico-administratifs de classe supérieure							
Adjoints administratifs hospitaliers de 1ère classe	10	23	16	10	9	9	
Adjoints administratifs hospitaliers de 2ème classe	43	246	211	101	94	73	29
Total Administratifs	125	538	414	260	218	177	34

Personnels Soins et Rééducation

Grades statutaires	Sessions ouvertes	Postes ouverts	Agents inscrits	Agents ayant concouru	Agents déclarés reçus	Agents mis en stage	Agents titularisés
IADE du 3ème grade du corps des ISGS							
IBODE du 2ème grade du corps des ISGS							

Infirmiers en soins généraux du 1er grade du corps des ISGS	12	33	33	16	15	15	5
Psychologues de classe normale	61	262	197	171	122	95	21
Puéricultrices du 2ème grade du corps des ISGS							
Sages-femmes de classe normale							
Diététiciens de classe normale	3	3	62	6	5	5	1
Ergothérapeutes de classe normale	3	3	1				
Masseurs-kinésithérapeutes de classe normale	5	10	4	1	1	1	
Orthophonistes de classe normale	5	5	1				
Orthoptistes de classe normale	1	1					
Pédicures-podologues de classe normale							
Psychomotriciens de classe normale	3	2	1				
Agents des services hospitaliers qualifiés	63	322	311	250	189	158	33
Aides-soignants de classe normale	44	198	237	166	135	135	43
Total Soins et Rééducation	200	839	847	610	467	409	103

Personnels Socio-éducatifs

Grades statutaires	Sessions ouvertes	Postes ouverts	Agents inscrits	Agents ayant concouru	Agents déclarés reçus	Agents mis en stage	Agents titularisés
Cadres socio-éducatifs (1er grade du corps)							
Animateurs	1	1	1	1	1	1	1
Assistants socio-éducatifs	8	10	6	5	5	5	4
Conseillers en économie sociale et familiale (1er grade du corps)							
Educateurs de jeunes enfants de classe normale	3	3	1	1	1		
Educateurs techniques spécialisés de classe normale	2	2					
Moniteurs-éducateurs	3	5	3	3	3	3	
Total Socio-éducatifs	17	21	11	10	10	9	5

Personnels Médico-techniques

Grades statutaires	Sessions ouvertes	Postes ouverts	Agents inscrits	Agents ayant concouru	Agents déclarés reçus	Agents mis en stage	Agents titularisés
Manipulateurs d'électroradiologie médicale de classe normale							

Préparateurs en pharmacie hospitalière de classe normale	5	8	8	7	7	7	1
Techniciens de laboratoire de classe normale	7	30	32	7	4	4	1
Total Médico-techniques	12	38	40	14	11	11	2

Personnels Techniques et Ouvriers

Grades statutaires	Sessions ouvertes	Postes ouverts	Agents inscrits	Agents ayant concouru	Agents déclarés reçus	Agents mis en stage	Agents titularisés
Ingénieurs hospitaliers (FPH et AP-HP)	6	8	3	2	1	1	
Ingénieurs hospitaliers en chef de classe normale (FPH et AP-HP)	2	1					
Techniciens hospitaliers (FPH et AP-HP)	2	2	3	1	1	1	1
Techniciens supérieurs hospitaliers (FPH et AP-HP)	20	32	21	10	9	9	3
Agents d'entretien qualifiés (FPH et AP-HP)	36	163	179	127	107	93	22
Agents techniques spécialisés de 2ème classe de l'AP-HP							
Blanchisseurs de l'AP-HP							
Blanchisseurs maîtres ouvriers de l'AP-HP							
Blanchisseurs ouvriers professionnels qualifiés de l'AP-HP							
Conducteurs ambulanciers de 2ème catégorie (FPH et AP-HP)	2	2	2	1	1	1	
Dessinateurs	1	1	1				
Maîtres ouvriers (FPH et AP-HP)	8	13	9	8	7	7	
Ouvriers professionnels qualifiés (FPH et AP-HP)	27	54	38	32	28	28	6
Total Techniques et Ouvriers	104	276	256	181	154	140	32

Soit un total général pour les recrutements réservés ouverts au titre de l'année 2014 (résultats non définitifs)

Filières professionnelles	Sessions ouvertes	Postes ouverts	Agents inscrits	Agents ayant concouru	Agents déclarés reçus	Agents mis en stage	Agents titularisés
Total Administratifs	125	538	414	260	218	177	34

Total Soins et Rééducation	200	839	847	610	467	409	103
Total Socio-éducatifs	17	21	11	10	10	9	5
Total Médico-techniques	12	38	40	14	11	11	2
Total Techniques et Ouvriers	104	276	256	181	154	140	32
Total	458	1712	1568	1075	860	746	176

III.3 – Résultats cumulés au 5 novembre 2014

Filières professionnelles	Nombre de sessions ouvertes	Nombre de postes ouverts	Nombre d'agents inscrits	Nombre d'agents ayant effectivement concouru	Nombre d'agents déclarés reçus	Nombre d'agents mis en stage	Nombre d'agents titularisés
Total Administratifs	228	988	1245	869	640	597	165
Total Soins et Rééducation	454	1976	2505	1940	1484	1408	636
Total Socio-éducatifs	30	33	35	31	25	22	5
Total Médico-techniques	25	57	71	43	32	32	18
Total Techniques et Ouvriers	216	640	709	585	473	440	178
Total années 2013 et 2014	953	3694	4565	3468	2854	2499	1002

III.4 – Focus sur certains corps

S'agissant de l'accès au grade de **psychologue de classe normale**, les données recensées au 5 novembre 2014 sont les suivantes :

Année de référence	Sessions ouvertes	Postes ouverts	Agents inscrits	Agents ayant effectivement concouru	Agents déclarés reçus	Agents mis en stage	Agents titularisés
Année 2013	29	112	185	142	106	89	12
Année 2014	61	262	197	171	122	95	21
Total années 2013 et 2014	90	374	382	313	228	184	33

Il ressort de ces données que, si le nombre d'agents inscrits était nettement supérieur en 2013 à celui des postes ouverts, ce nombre lui est inférieur en 2014 mais avec plus d'agents ayant concouru et ayant été reçus. Au total, cependant, il n'y a que 72,8% des agents ayant effectivement concouru qui ont été déclarés reçus et 80,7% d'entre eux qui ont, pour le moment, été mis en stage.

On peut s'étonner de ces résultats dans la mesure où les candidats, outre l'obligation d'être détenteurs des titres ou diplômes requis pour exercer la profession de psychologues – ce qu'ils sont tous censés avoir puisqu'ils ont été recrutés en qualité de contractuels pour exercer ces fonctions – sont évalués sur la base d'un entretien et d'un dossier en vue de la reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle.

Concernant l'accès au **premier grade du corps des attachés d'administration hospitalière** :

Année de référence	Sessions ouvertes	Postes ouverts	Agents inscrits	Agents ayant effectivement concouru	Agents déclarés reçus	Agents mis en stage	Agents titularisés
--------------------	-------------------	----------------	-----------------	-------------------------------------	-----------------------	---------------------	--------------------

Année 2013	6	11	14	13	10	10	
Année 2014	29	104	67	47	35	16	3
Total années 2013 et 2014	35	115	81	60	45	26	3

Concernant l'accès au **premier grade du corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés** :

Année de référence	Sessions ouvertes	Postes ouverts	Agents inscrits	Agents ayant effectivement concouru	Agents déclarés reçus	Agents mis en stage	Agents titularisés
Année 2013	52	113	214	143	108	108	108
Année 2014	12	33	33	16	15	15	5
Total années 2013 et 2014	64	146	247	159	123	123	113

Il convient de s'interroger, au regard de l'estimation mentionnée au point I.2.3, sur le faible nombre de postes ouverts aux recrutements réservés et sur le faible pourcentage d'agents ayant effectivement concouru ou, pour certains corps, mis en stage.

Des facteurs – indépendamment des erreurs de saisie sur la base oNRH toujours possibles – interviennent pour expliquer ces écarts particulièrement importants.

Les quelques **CHU interrogés par la DGOS** sur ce phénomène ont apporté les explications suivantes :

- 1) La plupart des agents susceptibles d'être titularisés se sont inscrits aux concours réservés pour ne pas perdre la possibilité ainsi offerte d'accéder à un emploi titulaire ;
- 2) Après s'être inscrits, nombre d'entre eux ont cherché à savoir quel sera exactement leur situation en cas de titularisation et ont comparé cette situation à leur situation actuelle de contractuels ;
- 3) Il en est de même parmi ceux qui ont été déclarés reçus et qui ont renoncé au bénéfice du concours réservé.

Les **propositions de reclassement** ont pu être **jugées insuffisantes** par ceux qui ont préféré rester contractuels.

En outre, se pose comme pour tous les agents contractuels et en particulier pour les psychologues, le **problème de l'emploi à temps non complet**.

En effet, c'est fréquemment parce que les établissements n'ont à offrir que des emplois à temps non complet ou parce que, concernant les psychologues, ceux-ci souhaitent, pour pouvoir continuer d'exercer par ailleurs une activité libérale ou salariée dans une structure privée, n'occuper à l'établissement public qu'un temps non complet, qu'un pourcentage élevé d'agents ont une quotité de travail inférieure à un temps complet.

Or, en l'état actuel du droit, il n'est pas possible de recruter dans la fonction publique hospitalière des fonctionnaires à temps non complet. Les établissements ne peuvent donc ouvrir de concours réservés que pour permettre la mise en stage puis la titularisation des agents sur des emplois à temps complet.

En conséquence, si aux termes de la loi du 12 mars 2012, ces agents contractuels à temps non complet peuvent malgré cela remplir, pour ceux en CDD, les conditions d'ancienneté pour se présenter aux concours réservés (les CDI n'ont pas d'ancienneté minimum à avoir), se pose pour eux l'obligation, en cas de réussite, d'abandonner toute autre activité lucrative en application des dispositions de l'article 25 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et du décret du 2 mai 2007 pris pour son application.

De plus, étant candidats au même titre que les contractuels occupant un emploi à temps complet, ceux qui sont à temps non complet peuvent être mieux classés que ceux-ci par le jury et prétendre de

ce fait à être nommé stagiaires sur un emploi à temps complet, l'établissement étant alors obligé de diminuer la quotité de travail d'un ou de plusieurs contractuels pour rester dans l'enveloppe globale d'équivalents temps plein.

Les établissements signalent que ce ne sont généralement que les psychologues contractuels à temps complet qui vont au bout du processus du recrutement réservé, ce qui explique que le nombre de mise en stage ne correspond finalement, pour ces derniers, qu'à 46 % du nombre initial de candidats et moins de 45 % du nombre de postes ouverts aux concours réservés.

Dans leur **rapport d'information au Sénat** fait au nom de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois (1) et de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale (2) sur la précarité dans la fonction publique, Mme Jacqueline GOURAULT et M. Philippe KALTENBACH notent que « La titularisation des contractuels hospitaliers se heurte pour une part à des difficultés qui tiennent au défaut d'attractivité de certaines fonctions mieux rémunérées lorsqu'elles sont exercées sous contrat ou en libéral : l'exercice libéral de la kinésithérapie et de l'orthophonie, par exemple, est plus rémunérateur que dans le secteur public. »

Ils constatent également le désintérêt de certains agents contractuels pour la titularisation essentiellement pour deux raisons :

- la perte de revenu résultant de l'entrée dans les corps et cadres d'emplois, la négociation dans le cadre du contrat permettant d'obtenir des niveaux de rémunération supérieurs à celui correspondant à l'échelon dans lequel l'agent contractuel pourrait être titularisé, malgré les règles permettant de compenser le différentiel de rémunération,
- le refus des contraintes du statut, intégrer un statut impliquant la soumission à ses règles, à l'encadrement de la carrière, et au respect de ses obligations particulières.

III.5 – Focus sur le recours à des agents contractuels

L'un des axes forts du protocole du 31 mars 2011 est de réduire, dans toute la mesure du possible, le recours à des agents contractuels.

A cette fin, les articles 9 et 9-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ont été modifiées.

Les flux mesurés à l'aide des données saisies par les établissements relevant de la fonction publique hospitalière font apparaître, entre 2013 et 2014, une décroissance relative du recours à des agents contractuels, toutes catégories confondues.

Année 2013

Catégorie	Nombre d'agents en CDI entrés dans l'effectif de l'établissement	Nombre d'agents en CDI sortis dans l'effectif de l'établissement	Nombre d'agents en CDD entrés dans l'effectif de l'établissement	Nombre d'agents en CDD sortis dans l'effectif de l'établissement
Catégorie A	773	509	6835	3553
Catégorie B	489	391	3543	2200
Catégorie C	568	388	22765	18876
Total	1830	1288	33143	24629

Soit un flux positif de 542 CDI et un flux positif de 8514 CDD.

Année 2014

Catégorie	Nombre d'agents en CDI entrés dans l'effectif de l'établissement	Nombre d'agents en CDI sortis dans l'effectif de l'établissement	Nombre d'agents en CDD entrés dans l'effectif de l'établissement	Nombre d'agents en CDD sortis dans l'effectif de l'établissement
Catégorie A	165	101	909	520
Catégorie B	147	86	510	341
Catégorie C	209	75	2651	1948
Total	521	262	4070	2809

Soit un flux positif de 259 CDI et un flux positif de 1261 CDD pour les dix premiers mois de l'année et, si la tendance est maintenue, de 311 CDI et 1513 CDD en année pleine.

La diminution est importante tant pour ce qui concerne le recours à des agents contractuels en CDI (-42,6% par rapport à 2013) qu'en CDD (-82,2% par rapport à 2013), mais la plus faible diminution pour les agents en CDI s'explique par le fait que ces recrutements concernent la plupart du temps des emplois pour lesquels il n'existe pas nécessairement de corps de fonctionnaire exerçant les missions confiées à ces agents (radio-physiciens, conseillers en génétique, contrôleurs de gestion, informaticiens, aumôniers, ...) et que la possibilité prévue par l'article 8 de la loi du 9 janvier 1986 de créer des statuts locaux pour de tels emplois a été abolie par l'article 49 de la loi n° 2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique abrogeant cet article dans sa rédaction antérieure.